Guichaoua : "le refus du 3è mandat ne suffit pas à expliquer l'ampleur des protestations"

RFI, 11-06-2015 Â«La crise burundaise renvoie Ã des frustrations Ã©conomiques, sociales et politiquesÂ» Le chercheur franÃ§ais AndrÃ© Guichaoua, professeur de lâ€™UniversitÃ© Paris 1 (PanthÃ©on Sorbonne), spÃ©cialiste des Grands Lacs e tÃ©moin-expert du bureau du procureur du Tribunal pÃ©nal international pour le Rwanda, vient de passer deux semaines au Burundi. Il sâ€™est entretenu avec les diffÃ©rents acteurs de la crise Ã Bujumbura. Quelques jours aprÃ¨s son retour, il livre Ã RFI sa lecture de la crise qui traverse actuellement le Burundi.

Le refus dâ€™une candidature Ã un troisiÃ¨me mandat du PrÃ©sident Pierre Nkurunziza suffit-il Ã expliquer la nature de la contestation ? MalgrÃ© lâ€™absence dâ€™avancÃ©es politiques significatives et une sÃ©vÃ¨re rÃ©pression, lâ€™oppositior ne dÃ©sarme toujours pas. Elle sait pourtant que la mobilisation devient de plus en plus difficile Ã organiser.Â Il devient aussi Ã©vident que le refus du 3Ã¨me mandat du prÃ©sident Nkurunziza ne suffit pas Ã expliquer l'ampleur des protestations, lâ€™endurance des contestataires et les graves risques quâ€™ils prennent. La crise burundaise renvoie Ã des frustrations Ã©conomiques, sociales et politiques bien plus profondes que lâ€™opposition Ã la dÃ©cision prÃ©sidentielle. Elle en cause les cadres et lâ€™appareil militant de lâ€™ex-rÃ©bellion du CNDD-FDD qui, aprÃ¨s avoir combattu pendant dix ans, gouvernÃ© le pays pendant dix autres annÃ©es au cours desquelles ils se sont assurÃ©s un contrÃ´le sans partage du pouvoir politique et du cadre Ã©conomique. Vingt ans se sont Ã©coulÃ©s. Face Ã eux, les protestataires sont justement les jeunes de cet Ã¢ge qui nâ€™ont plus de passÃ© commun avec les gÃ©nÃ©rations de la guerre ou de la rÃ©sistance aux rÃ©g militaires, et plus largement tous ceux qui veulent sâ€™Ã©manciper de ce passÃ© pour se projeter dans leur propre avenir.Â Plus prÃ©cisÃ©ment, les jeunes qui ont fourni lâ€™essentiel des contingents de manifestants sont les jeunes chÃ´meurs, les travailleurs prÃ©caires, les jeunes ruraux dÃ©sÅ“uvrÃ©s en quÃªte dâ€™espoir en ville, mais aussi la majoritÃ© des Ã©tudian rejettent tous un ordre politique et social qui les condamne durablement Ã la misÃ¨re et au chÃ´mage, Ã un avenir sans perspective. Ils dÃ©noncent un pouvoir incapable de rÃ©pondre Ã leurs aspirations Ã©conomiques et sociales. Cette impuissance nâ€™est pas propre Ã ce rÃ©gime, aucun de ceux qui se sont succÃ©dÃ© Ã la tÃªte du pays nâ€™ont su ou vo rÃ©pondre Ã cette attente. Ces frustrations se sont donc cristallisÃ©es sur la question du troisiÃ¨me mandat ? Mais en 2015, le niveau dâ€™exigence a changÃ©. Ces jeunes appartiennent Ã la gÃ©nÃ©ration post-Arusha. LÃ oÃ¹ la paix sâ€™es au travers dâ€™un large dÃ©bat sur lâ€™ensemble des rÃ©alitÃ©s burundaises. Ouvert dans un premier temps entre les Ã©l politiques, il sâ€™est prolongÃ© dans toutes les sphÃ¨res du pays Ã Bujumbura et Ã lâ€™intÃ©rieur. Câ€™est aussi la gÃ©n communication, ils ont accompagnÃ© leÂ dÃ©veloppement des mÃ©dias indÃ©pendants. Ils aspirent Ã la dÃ©mocratie sans vraiment connu ce que cela signifie et la restriction croissante des libertÃ©s qui accompagne la campagne Ã©lectorale les insupporte. En effet, voter est une conquÃªte rÃ©cente, un acte pris trÃ¨s au sÃ©rieux. Pour la deuxiÃ¨me fois seulement depuis lâ€™indÃ©pendance, les Ã©lecteurs Ã©taient appelÃ©s Ã renouveler leurs Ã©lus arrivÃ©s au terme dâ€™un mandat En 2005, ils ont votÃ© pour le CNDD-FDD pour que la paix soit rÃ©tablie. En 2010, ils ont reconduit le CNDD-FDD en lâ€˜absence dâ€™autres candidats pour ne pas compromettre lâ€™avenir du cadre constitutionnel. En 2015, entre autres insatisfactions, ces nouvelles gÃ©nÃ©rations urbaines et rurales, hutu comme tutsi, toutes obÃ©diences politiques confondues ne pouvaient imaginer la reconduction dâ€™un systÃ¨me de gouvernance autoritaire de parti unique de facto qui les dÃ©possÃ©dait de toute capacitÃ© dâ€™initiative et dâ€™expression. Mais surtout qui ne pouvait concevoir lâ€™Ã©ve alternance ou tout simplement dâ€™un partage du pouvoir. Une situation similaire Ã celle qui prÃ©valait pour leurs aÃ®nÃ©s. Telle est la double signification du cri de ralliement des manifestants Â« Je ne suis pas un esclave Â» repris dâ€™uneÂ homÃ©lie de lâ€™Ã©vÃªque de Gitega en dÃ©cembre 2014. Une revendication Ã©thique et politique totalement in les dirigeants nâ€™ont pas voulu entendre. Depuis la fin du second sommet de Dar es-Salaam, il nâ€™y a plus de lieu de dialogue ni de mÃ©diation en cours. Comment sortir de ce blocage ? Lâ€™opposition campe sur ses positions alors que la reprise en main des quartiers par les forces de lâ€™ordre se poursuit mÃ©thodiquement et de maniÃ¨re implacable.

Un nouveau calendrier Ã©lectoral vient dâ€™Ãªtre proposÃ© par une Commission Ã©lectorale sans quorum et sans que les autoritÃ©s ne sâ€™engagent sur quelques prÃ©alables comme la libertÃ© et la sÃ©curitÃ© des partis de lâ€™opposition et su autoriser la rÃ©ouverture des mÃ©dias indÃ©pendants sur laquelle tout le monde Ã©tait pourtant convenu. Une surprise car la dÃ©lÃ©gation burundaise au sommet avait reÃ§u mandat de cÃ©der sur ce point lors des nÃ©gociations, mais personne ne leur a demandÃ© de faire cette concession. Elle nâ€™Ã©tait donc plus dâ€™actualitÃ© lors de son retour ! Ce dossier est sa conteste le plus symbolique car les mÃ©dias publics et privÃ©s du Burundi, sâ€™exprimant frÃ©quemment en synergie, Ã©tai donnÃ©s en exemple Ã toute la rÃ©gion et Ã lâ€™extÃ©rieur du continent en raison de leur indÃ©pendance et de leur vitalitÃ la population des villes et des campagnes zappait, gÃ©nÃ©ralement sur des transistors de fortune, dâ€™une Ã©mission Ã lâ€ pour Ã©couter et sâ€™exprimer sur les ondes des radios qui donnaient la parole aux auditeurs en direct. Le silence est retombÃ© lorsque les radios et tÃ©lÃ©visions privÃ©es ont Ã©tÃ© dÃ©truites les nuits des 13 et 14 mai. Hormis la radio officie seules la BBC et la Voix de lâ€™AmÃ©rique peuvent Ãªtre Ã©coutÃ©es en dehors de la capitale parce quâ€™elles Ã©mettent nationale. Avec quelles consÃ©quences ? On peut craindre dâ€™un cÃ´tÃ© quâ€™en lâ€™absence dâ€™issue politique nÃ brutale reprise en main actuelle des quartiers insurgÃ©s ne dÃ©bouche de la part des contestataires sur des actions coup de poing fortes et symboliques qui pourraient sâ€™Ã©tendre aisÃ©ment sur lâ€™ensemble du pays sans grand risque pour les auteurs et difficiles Ã contrer par les autoritÃ©s. Le pays pourrait alors Ãªtre entrainÃ© dans un engrenage aux consÃ©quence imprÃ©visibles alors quâ€™une demi-douzaine de communes de lâ€™intÃ©rieur sontouvertement entrÃ©es depuis quelques rÃ©bellion.Â Plus encore, les effectifs des candidats Ã lâ€™exil ne cessent dâ€™augmenter. DÃ©jÃ un grand nombre de manifestants ont fui le pays par peur de la rÃ©pression. Outre les militants de fraiche date figurent parmi eux de nombreux militaires et combattants dÃ©mobilisÃ©s Ã la fin de la guerre civile, les militants des jeunesses des partis de lâ€™opposition, sans compter les policiers et militaires qui ont dÃ©sertÃ© depuis le dÃ©but de la rÃ©pression violente des manifestations et surtout aprÃ¨s lâ€™Ã©chec du putsch du 13 mai. LÃ rÃ©sident les germes de nouvelles rÃ©bellions qui

pourraient Ãªtre plus dÃ©terminÃ©es encore que celles des annÃ©es 1990 pour renverser un pouvoir engagÃ© dans une dÃ©r
autoritaire et qui, Ã leurs yeux, a transgressÃ© le cadre constitutionnel dont il Ã©tait le garant.Â ParallÃ¨lement, la
mobilisation et lâ€™intervention croissante des jeunesses du parti CNDD-FDD, lesÂ Imbonerakure, mÃ©langent continument
les tÃ¢ches de campagne Ã©lectorale et la neutralisation des opposants, ainsi que celle des Â« infiltrÃ©s Â». Aujourdâ€™hui
cette rhÃ©torique de lâ€™infiltration qui date de la fin de la guerre civile a repris Ã lâ€™Ã©gard des Rwandais et de leurs relais
prÃ©sumÃ©s Ã lâ€™intÃ©rieur du pays accusÃ©s dâ€™attiser les tensions et de soutenir lâ€™insurrection. Ces groupes pa
reÃ§oivent des entraÃ®nements, disposent dâ€™armes de poing, voire Ã feu, peuvent court-circuiter lâ€™administration local
police et la justice et invoquer directement lâ€™autoritÃ© de la direction du parti ou des services de la prÃ©sidence. Ainsi,
frÃ©quemment, ils supplÃ©ent ou complÃ¨tent lâ€™action de maintien de lâ€™ordre des forces de police ou mÃªme de lâ€™a
comme lors de la traque des Â« assaillants Â» dans la province de Cibitoke en janvier 2015. Dans ce contexte,
lâ€™exacerbation des tensions politiques recouvre-t-elle comme on lâ€™entend dire dÃ©sormais les appartenances ethniques
Non, par principe, car dans le Burundi Ã©mancipÃ© nÃ© des accords de paix dâ€™Arusha, il nâ€™y a plus dâ€™ennemi(s) in
Dans les faits, ensuite, car lâ€™armÃ©e Â« intÃ©grÃ©e Â», toutes les coalitions politiques, les Ã©glises et les organisations d
sociÃ©tÃ© civiles sont plurielles. En outre, car le CNDD-FDD est sans contestation possible, le parti qui a le plus
dâ€™adhÃ©rents, de cadres et de dirigeants tutsi. Enfin, parce que six semaines aprÃ¨s le dÃ©but dâ€™un sÃ©isme qui bou
toutes les stratÃ©gies et alors que la paix est une nouvelle fois devenue lâ€™otage dâ€™enjeux politiciens subalternes, la gra
majoritÃ© des Burundais fait preuve dâ€™un incroyable sang-froid pour supporter les graves incidences de la crise sur leur
vie quotidienne, pour affronter la peur, et surtout Ã©viter que des dÃ©rives irrÃ©versibles ne se produisent. Cette maturitÃ© et
cette force sont Ã ce jour encore les plus fermes remparts contre les prophÃ¨tes de malheur et la rÃ©gression ethnique.